



Des traitements contre le sida ? Contre le cancer ? Désolé, y en a plus en stock !

YANN MAZENS ET HÉLÈNE POLLARD, du collectif TRT-5 (1)

« Je reviens de chez le pharmacien et il m'annonce une rupture de stock. J'en ai ras le bol et ce n'est pas la première fois que ça me tombe dessus, c'est inacceptable ! » Ou encore : « Le pharmacien m'a dit qu'il y avait rupture de stock. Panique totale... finalement on a réussi à me dépanner pour une soirée via l'hôpital. »

Les associations de lutte contre le VIH/SIDA sont ainsi régulièrement alertées par des personnes vivant avec le VIH et qui se trouvent confrontées à de grandes difficultés pour se faire délivrer leurs traitements en pharmacie de ville. La prise en continu des médicaments antirétroviraux est pourtant un enjeu majeur pour les personnes séropositives, tant l'observance des traitements est primordiale dans la réussite des stratégies thérapeutiques.

Depuis le printemps 2010, le groupe interassociatif de lutte contre le VIH/SIDA TRT-5 alerte l'opinion publique, réalise un travail d'enquête via un questionnaire mis en ligne sur différents sites associatifs et propose des solutions auprès des autorités de santé.

L'analyse des réponses reçues a permis d'identifier les responsabilités partagées par l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement (pharmaciens d'officine, grossistes répartiteurs, laboratoires pharmaceutiques), qui fonctionne en flux tendus et est compromise dès qu'apparaît le moindre aléa (grève, pannes techniques, neige, etc.).

Les officines de ville ne disposent pas de stocks de certaines classes de médicaments en raison de leur coût élevé et des difficultés auxquelles elles se heurtent dans le retour des invendus. C'est le cas des antirétroviraux, mais également d'autres classes de médicaments utilisés dans des pathologies lourdes (cancer, diabète, asthme, maladies cardiaques, greffes, etc.). De plus, les grossistes répartiteurs qui travaillent en territoires sectorisés vont jusqu'à constituer des « listes d'attente » et sont souvent réticents à répondre à d'éventuels « dépannages ». Le pharmacien de ville n'a d'autres solutions que de s'adresser directement aux laboratoires concernés ou d'orienter les personnes vers les pharmacies hospitalières. Le service public hospitalier joue donc un

Oui, au XXI^e siècle en France, un patient atteint d'une pathologie lourde ne supportant pas d'interruption du traitement peut ne pas réussir à le trouver en pharmacie. C'est même de plus en plus fréquent. Comment en est-on arrivé là ? Comment y remédier ? Réponses.

continu des patients atteints de maladies graves ne supportant pas d'interruption dans la prise de leurs traitements.

Enfin les laboratoires ont souvent tendance à sous-estimer les difficultés auxquelles ils sont confrontés et tardent à y répondre.

Le travail réalisé par le TRT-5 auprès de l'AFS-SAPS et du ministère de la Santé a conduit à envisager une modification du cadre réglementaire de la distribution des médicaments. La proposition principale du TRT-5 consiste à donner un statut particulier aux médicaments vitaux afin d'assurer leur constante disponibilité sur le

territoire national.

Au printemps dernier, le ministère de la Santé informait le TRT-5 qu'un projet de décret serait soumis à la concertation des parties prenantes concernées avant l'été. À ce jour, il n'a toujours pas été possible d'avoir précisément connaissance de l'état d'avancement du projet.

Pendant ce temps, Xavier Bertrand multiplie les effets d'annonce, écarte des discussions les représentants associatifs et communique sur un « plan d'action » qui n'a d'autres intentions que de calmer la contestation en gérant la pénurie.



Il faut donner un statut particulier aux médicaments vitaux afin d'assurer leur disponibilité en pharmacie.

rôle clef dans le dépannage en urgence des personnes confrontées à une rupture d'approvisionnement en médicaments antirétroviraux. Aujourd'hui, où leur délivrance en rétrocession dans certaines pharmacies hospitalières est remise en cause par les réorganisations des services et des hôpitaux, la situation risque de devenir dramatique.

Les grossistes répartiteurs sont soumis à un système de quotas par certains laboratoires. Les antirétroviraux mis à leur disposition sont, de fait, comptabilisés et limités. Certains grossistes trouvent intérêt à vendre ces médicaments hors du marché français. Ces ventes ne sont pas illégales mais créent inévitablement des tensions sur l'approvisionnement effectif en France et une incapacité à répondre aux besoins d'approvisionnement

Et pendant ce temps, les malades attendent. ★

(1) Créé en 1992, TRT-5 (Traitements et recherche thérapeutique-5) est un collectif interassociatif français qui rassemble 9 associations de lutte contre le VIH/SIDA impliquées dans les questions thérapeutiques et de recherche (Actions Traitements, Act Up Paris, Act Up Sud-Ouest, AIDES, ARCAT, Dessine-moi un mouton, Nova Dona, SIDA Info Service et SolEnSi). TRT-5 poursuit 2 objectifs : faire valoir les besoins des personnes infectées par le VIH auprès des acteurs du système de recherche et de prise en charge médicale (pouvoirs publics, ANRS, AFSSAPS, laboratoires pharmaceutiques...) et s'assurer de la diffusion par les associations membres d'informations actualisées auprès des personnes concernées.